



AGRICULTURE



Togo/Filière cotonnière

Le prix du kilo reste inchangé pour la campagne 2023-2024

Au Togo, le secteur cotonnier joue un rôle important dans l'économie du pays. Première culture de rente, le coton s'affirme comme la première culture industrielle et le 4ème produit d'exportation du Togo. Il contribue ...

PAGE 4

REPORTAGE



SOS Village d'enfants de Lomé

L'ambassade de Chine offre encore des cadeaux aux enfants

Le mercredi 13 septembre 2023, l'ambassade de Chine au Togo a offert des cadeaux, des vivres et non vivres, aux enfants de SOS Village d'enfants de Lomé. L'activité qui est devenue une habitude pour cette représentation diplomatique depuis quelques années, a eu lieu en présence de l'ambassadeur de Chine au Togo ...

PAGE 8

EVENEMENT

Awards de la marque OAPI

Les lauréats de la 4^e édition seront connus à Lomé aujourd'hui

Du 13 au 15 septembre 2023, Lomé la capitale togolaise abrite la 4^e édition des Awards de l'Organisation africaine ...

PAGE 8

Communication et Médias

De Ayewouadan à Kouigan, sous le signe du travail et de la transparence

Le président Faure Gnassingbé a procédé, le 8 septembre dernier, à un remaniement ministériel. La promotion de la femme au mérite a été encore valorisée avec Yawa Kouigan nommée ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, en remplacement d'Akodah Ayewouadan. Une cérémonie ...



PAGE 3



Diplomatie / le nouveau chef de l'UNOWAS

Echange avec Faure Gnassingbé sur la paix et stabilité dans la sous-région et au Sahel

Le nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, chef du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Leonardo Santos Simão était reçu ce 14 septembre par le président de la République, Faure Gnassingbé. Au menu des échanges : changement climatique ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Conseil national du patronat du Togo veut plus de reconnaissance pour les entreprises locales

Les PMI/PME représentent 80% du tissu économique. Elles jouent un rôle crucial, génèrent de la richesse et créent de l'emploi.

Mais elles font face à des défis énormes, tant sur le plan local que régional. Pour Laurent Coami Tamegnon, le président du Conseil national du patronat du Togo (CNP), elles manquent de visibilité et de reconnaissance. De fait, les exportations s'avèrent compliquées.

A l'ouverture mercredi à Lomé de la 4^e édition des Awards de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), M. Tamegnon a plaidé en faveur d'un appui conséquent de cette organisation.

« Ces Awards représentent une opportunité pour encourager ces entreprises à développer des marques solides », a-t-il déclaré.

Ces Awards récompensent des entreprises qui se distinguent dans les différents domaines liés à la propriété intellectuelle, comme la protection des brevets, des marques, des dessins et modèles industriels, des médias. L'OAPI compte 17 membres parmi lesquels le Togo.

Initiation à l'entrepreneuriat dans le Zio 1

400 jeunes formés, 5 ont reçu des financements pour leurs projets

400 jeunes hommes et femmes issus de la préfecture de Zio 1 ont bénéficié de quelques jours de formation sur l'entrepreneuriat, organisée par l'association Femmes vaillantes pour le développement (FVD). Le mercredi 13 septembre 2023, a eu lieu à la Maison des jeunes et des femmes de Tsévié, une cérémonie de clôture de la formation des 400 initiateurs de projets d'entreprise, en présence de Kodzo Adedze, ministre ...



PAGE 5

	<p>SOMMAIRE</p> <p>Togo/Filière cotonnière Le prix du kilo reste inchangé pour la campagne 2023-2024</p>  <p>P 4</p>	<p>Aéroport de Lomé Le trafic de passagers progressé de 25%</p>  <p>P 5</p>	<p>Assemblée générale des Nations unies Placer la santé pour tous au premier rang des priorités politiques</p>  <p>P 10</p>
---	---	--	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

« Mon commerce actuel je le dois au Fonds National de la Finance Inclusive, notamment grâce à son produit APSEF »

Ce Jeudi et pour le compte de votre rubrique quotidienne "Echos des bénéficiaires des produits FNFI", Togo Matin vous transporte à Kara dans la préfecture de la Kozah pour mettre sous les feux de la rampe les témoignages de madame Solim Pamazé qui grâce aux deux premiers cycles du crédit "Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF) commercialise à Tchitchao, village situé à une dizaine de km de Kara des Calebasses. Une petite activité certes mais qui permet à notre quarantenaire de ne plus tendre la main à autrui pour assumer les charges quotidiennes.



Solim Pamazé devant son étalage de calebasses

Tchitchao, village dans le petit marché situé à une dizaine de ce village que Solim Pamazé commercialise km de Kara. C'est Pamazé commercialise les deux bords, notamment

à prendre en charge les besoins de sa famille avec cette petite activité. Aujourd'hui, c'est avec cœur joie, debout devant son étalage qu'elle partage ses témoignages avec nous, une manière pour elle de donner des conseils aux plus jeunes, comme quoi dans la vie tout est possible pour peu qu'on se donne la force et les moyens de réussir.

« Mon commerce actuel je le dois au Fonds National de la Finance Inclusive, notamment grâce à son produit APSEF qui m'a permis de débiter la commercialisation des calebasses ici à Tchitchao. J'ai choisi de vendre ces articles parce que les calebasses sont d'une très grande utilité dans la région, les calebasses sont utilisées pour servir la boisson locale, elles sont également utilisées dans la cuisine...Le coup de pouce financier du FNFI, un premier crédit de 30.000 FCFA, un second de 40.000 FCFA m'a permis donc d'acheter une première quantité de calebasses que comme vous voyez j'expose actuellement pour la vente. J'avoue que c'est un début

d'activité qui m'a permis d'avoir une certaine fierté et une prise de conscience que je pouvais moi aussi arriver à me prendre en charge. »

Notre interlocutrice chaque jour se donne à cœur joie à son activité. Du matin au soir, et particulièrement les jours de marché de la ville, elle vend ses calebasses à qui veut en leur assurant même que c'est de la première qualité.

« Je raconte des petites anecdotes à mes clients pour les pousser à acheter. Je leur dis qu'utiliser les calebasses par exemple nous permet de nous protéger de nos ancêtres...et vous savez, qu'ici dans la région, la majorité croit en la tradition et cela m'arrange car j'écoule assez rapidement mes articles. Tenez, à titre d'exemple toutes les calebasses que vous voyez actuellement ici, je vous assure qu'au bout de deux semaines, j'aurai tout liquidé. J'ai également de très bonnes clientes revendeuses de boisson locale qui viennent acheter les calebasses en gros. »

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web : www.togomatin.tg
Tw : @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web :
Carlos Amevor

Comité de rédaction :
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative :
Gloria Léma Yagla

Service commercial :
DIRECT AGENCE
Tél: (+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92

Graphiste :
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Diplomatie / le nouveau chef de l'UNOWAS

Echange avec Faure Gnassingbé sur la paix et stabilité dans la sous-région et au Sahel

Le nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, chef du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'ouest et le Sahel (UNOWAS), Leonardo Santos Simão était reçu ce 14 septembre par le président de la République, Faure Gnassingbé. Au menu des échanges : changement climatique, diplomatie, paix, sécurité, terrorisme...

« Le président de la République a partagé avec moi sa vision des défis dans la région ainsi que les succès enregistrés. Il a surtout insisté sur la nécessité de travailler ensemble pour la consolidation de la paix et la stabilité, la lutte contre le terrorisme et le changement climatique », a laissé entendre le diplomate à sa sortie d'audience. S'enquérir de la vision du

chef de l'Etat sur les défis sécuritaires et humanitaires afin de mieux renforcer l'engagement de l'UNOWAS pour une meilleure coordination des efforts des pays pour la consolidation de la paix et la stabilité, tel était également l'objectif de cette visite.

Le nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, chef du

Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'ouest et le Sahel (UNOWAS) s'est réjoui des orientations du chef de l'Etat et de son engagement constant en faveur de la paix et la stabilité.

Le président Faure Gnassingbé a toujours œuvré pour la consolidation de la paix et de la démocratie, la gestion des crises sécuritaires et humanitaires, gage de

l'intégration économique et du développement de la région.

Le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'ouest et le Sahel (UNOWAS) est chargé de la diplomatie préventive, des bons offices et des efforts de médiation et de facilitation politiques en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

La rédaction

Communication et Médias De Ayewouadan à Kouigan, sous le signe du travail et de la transparence

Le président Faure Gnassingbé a procédé, le 8 septembre dernier, à un remaniement ministériel. La promotion de la femme au mérite a été encore valorisée avec Yawa Kouigan nommée ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, en remplacement d'Akodah Ayewouadan. Une cérémonie de passation de service s'est déroulée le 13 septembre dernier audit ministère.

Le ministre Akodah Ayewouadan a passé le témoin à sa remplaçante Yawa Kouigan, nouvelle ministre de la Communication et des Médias au Togo. La cérémonie de passation de charges entre la nouvelle porte-parole du gouvernement et son prédécesseur, s'est tenue en présence de Christian Trimua, secrétaire général du gouvernement et des acteurs du secteur. « Ensemble sous

la direction de madame le Premier ministre Victoire Dogbé, nous avons œuvré pour un secteur médiatique dynamique et je continuerai à soutenir notre belle mission », a déclaré le ministre sortant Ayewouadan.

Lors de sa prise de fonction, la ministre Yawa Kouigan a jeté les bases qui vont sous-tendre sa mission. « Mes premiers mots sont naturellement,

pour exprimer ma profonde reconnaissance à son excellence Faure Gnassingbé pour la confiance qu'il a placée en ma modeste personne. Il est fondamentalement essentiel d'en maintenir les fondamentaux conformément

chers collaborateurs, est le travail, le travail et encore le travail. Collaboration et innovation, transparence et abnégation sont les repères sur lesquels je voudrais voir l'ensemble des équipes se rassembler », a déclaré, Yawa



Les ministres Ayewouadan et Kouigan (à droite)

à la vision du chef de l'Etat et la pulsion de madame le Premier ministre, chef du gouvernement. L'ingrédient principal que je vous propose,

Kouigan. Avec cette nouvelle nomination d'une femme à un poste décisionnel d'une telle envergure, le leadership

féminin togolais déploie ses ailes avec Yawa Kouigan qui dispose désormais de plusieurs cordes à son arc. Le nouvelle ministre était jusqu'alors la directrice adjointe de l'Information et de la Communication de la présidence de la République. Maire de la commune Ogou 1, elle est depuis 2020 la présidente de la Faïtière des communes du Togo (FCT). Il y a un mois à Abidjan, Yawa Kouigan a été élue première vice-présidente du Conseil des collectivités territoriales de l'Uemoa.

Dans une sphère autant stratégique que sensible comme celui des médias, de la communication de la vitrine du gouvernement, la mission s'annonce tel un challenge pour consolider les acquis et les développer.

Attipoe Edem Kodjo

Remaniement ministériel

Prises de fonctions dans une atmosphère détendue au Togo... !

Quelques jours après le remaniement ministériel surprise opéré par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, les nouveaux ministres et ceux qui changent de portefeuille ministériel, ont commencé par prendre fonctions. Tout cela se fait dans un contexte empreint d'amitié et de souhait de réussite.

Plusieurs ministres ont effectué les passations de service cette semaine. Parmi eux, l'on peut citer le général de Brigade Damehame Yark qui rejoint le ministère de l'Eau et de l'Hydraulique villageoise en provenance du ministère de la Sécurité et de la Protection civile. L'ancien chef de la sécurité au Togo prend très au sérieux la tâche qui lui est confiée.

« Ne doutez pas que ce soit un soldat qui vient tomber dans l'eau. Etant un soldat qui tombe dans l'eau, je ne peux que compter sur vous. Je vais vous déranger rassurez-vous. C'est vrai que je suis de formation militaire, mais je demanderai votre disponibilité. Je dois compter sur chacun de vous pour réussir les défis de ce

département », a déclaré le général Yark.

« C'est l'un des départements sensibles et les attentes sont grandes », a précisé le soldat tombé dans l'eau.

Au ministère de la Communication et des Médias, c'est dans une atmosphère de convivialité que le professeur Akodah Ayewouadan a cédé son poste à Yawa Kouigan le mercredi 13 septembre 2023.

« Aujourd'hui, j'ai passé le flambeau de la responsabilité du ministère de la Communication et des Médias. J'exprime ma gratitude au chef de l'Etat, son Excellence monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, à toute l'équipe, et souhaite le meilleur à mon successeur madame Yawa Kouigan », a écrit le professeur Ayewouadan sur son compte

Twitter.

« Ensemble, sous la direction de madame le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé, nous avons œuvré pour un secteur médiatique dynamique et je continuerai à soutenir notre belle mission. Merci à tous pour votre engagement et votre dévouement », a-t-il ajouté.

« Je suis honorée de prendre les rênes du ministère de la Communication et des Médias ce 13 septembre 2023, succédant au professeur Akodah Ayewouadan », a également écrit Yawa Kouigan.

« Déférente gratitude à l'endroit de son Excellence monsieur le président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, pour la confiance placée en ma modeste personne. Je travaillerai sans relâche à promouvoir l'information de nos concitoyens, à renforcer la pédagogie de l'action

gouvernementale, à structurer le paysage médiatique pour une communication dynamique, innovante et transparente au service de la nation. Remerciements émus à madame le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé, pour l'opportunité qui m'est ainsi offerte. Je voudrais compter sur le soutien de tous pour réussir la mission », a indiqué Yawa Kouigan. Au secrétariat général du gouvernement, l'on a également assisté aux passations de services.

Malick Natchaba a laissé sa place au Dr Christian Trimua le 11 septembre 2023. Cela s'est aussi passé dans une atmosphère détendue. La cérémonie avait été présidée par Etsri Homewor, directeur de cabinet de la Première ministre Victoire Tomégah-Dogbé. Kanka-Malick Natchaba a exprimé sa gratitude aux plus hautes autorités togolaises, avec en tête le président de la

république Faure Gnassingbé; qui a fait l'honneur à sa modeste personne en lui confiant ce poste.

« C'est une marque très importante de confiance que j'ai su apprécier à sa juste valeur ; qui m'a permis d'apprendre beaucoup de choses, y compris de la vie administrative et de la vie professionnelle », a affirmé Kanka-Malick Natchaba. Monsieur Natchaba a aussi indiqué avoir été marqué par la personnalité de la Première ministre Tomégah-Dogbé.

« Ayant travaillé en appui à madame le Premier ministre, j'ai pu mesurer la qualité du leadership et du management dont elle a pu faire preuve à mon endroit », a confié monsieur Natchaba tout en saluant la nomination de son successeur. « C'est un juriste de grande valeur ...

Suite à la page 7

Togo/Filière cotonnière

Le prix du kilo reste inchangé pour la campagne 2023-2024

Au Togo, le secteur cotonnier joue un rôle important dans l'économie du pays. Première culture de rente, le coton s'affirme comme la première culture industrielle et le 4ème produit d'exportation du Togo. Il contribue, à hauteur de 1 à 4,3% au PIB.

Aujourd'hui, la relance de la filière cotonnière reste stratégique au plan social, bien qu'elle connaisse des chutes ces dernières années. A titre d'illustration, la semence de coton pour la campagne 2019-2020, est passée à 116 579 tonnes, 67 180 tonnes en 2020-2021, 58 000 tonnes en 2021-2022 et à 46 500 tonnes pour la campagne dernière. Mais, tout porte à croire, selon les cotonculteurs que rien n'est perdu, au vue des efforts consentis des acteurs, avec l'aide des autorités compétentes du pays, principalement, le Chef de l'État, Faure Gnassingbé qui accorde une priorité au secteur.

Mercredi 13 septembre 2023, plus d'une cinquantaine de journalistes des médias publics et privés venus des 5 régions de Togo, ont effectué une sortie dénommée "La presse au contact du coton", dans quelques parcelles de champs notamment à Kpegbatchè et Agoto, (localités situées à 25 km de Notsè, dans la préfecture de Haho 1).

La sortie organisée par la Fédération nationale des groupements de producteurs de coton (Fngpc Coop-Ca) en collaboration avec l'agence Agri Média a été couplée d'une conférence de presse tenue à Atakpamé. Objectif : expliquer aux journalistes, les itinéraires techniques de la production de coton, leur faire comprendre l'engagement du bureau de la Fngpc Coop-Ca et les producteurs de coton en général pour l'atteinte des objectifs de la Feuille de route 2020-2025. Également, l'occasion a permis aux participants de cerner l'évolution de cette filière, en termes de superficies emblavés pour le compte de la campagne 2023-2024.

L'horizon s'annonce promoteur

A Kpegbatchè et Agoto, sur 7 et 42 hectares



respectifs, la culture de coton est au rendez-vous pour la campagne 2023-2024. "Avec l'augmentation du prix depuis l'année dernière, à 300 F le kilo et la réduction du prix des intrants, une bonne saison



pluvieuse cette année, le coton bien poussé et tout est plein, pas d'espace vide dans les champs", se sont félicités les cotonculteurs pour leur labeur.

Selon les explications de M. Kouroufeï Koussouwe, président de la Fédération, les semences pour cette année ont commencé le 10 juillet et la récolte est prévu vers fin novembre et il est prévu 6 traitements des plants qui d'ailleurs ont déjà commencé.

"L'objectif, c'est de produire 93 500 tonnes de cotons graines à la campagne 2023-2024. Pour ce faire, les champs sont élargis. Nous pouvons affirmer en toute fierté que dans la perspective des 93 500 tonnes de cotons, nous avons déjà ensemencé plus de 100 000 hectares de cotons graines de superficie, soit une réalisation de 95%. Les

producteurs font déjà leur part. Pour les encourager et les motiver, à pouvoir bien répondre au souhait de tous, il est indispensable que les efforts de ces derniers soient accompagnés en termes de disponibilité des intrants, notamment les engrais et les produits phytosanitaires", a-t-il indiqué.

Selon M. Kouroufeï, chaque année a sa particularité et les difficultés sont énormes. "D'abord, c'est Dieu, parce que si on n'a pas une bonne pluviométrie, on ne peut pas produire et le manque de main d'œuvre

au moment de récolte. Ceci est le grand problème, parce qu'il faut mobiliser les femmes et jeunes et les nourrir".



Filière cotonnière, l'engagement du chef de l'État

Lors de la conférence de presse tenue dans l'après-midi, les participants ont

été entretenus sur les thématiques : " La Fngpc Coop-Ca, une plateforme des producteurs de coton, engagée pour l'émergence de la filière cotonnière au Togo"; " La place du coton dans l'économie nationale" et " Les efforts des services de la recherche dans la lutte contre les insectes ravageurs, jassides".

Djoko Solizama, directeur des semences agricoles et plants, représentant le ministre de l'agriculture a, dans son discours mentionné que : " la culture du coton constitue une source de revenu pour des milliers d'agriculteurs dont les femmes et les jeunes et joue un rôle dans le développement social. Le gouvernement sous la houlette du chef de l'État, Faure Gnassingbé, a placé la filière coton au cœur des préoccupations de développement. Cette attention particulière accordée à la filière est traduite entre autres,

par l'entrée récente d'un partenariat stratégique, la mise en place d'une unité de transformation du coton sur la plateforme

industrielle d'Adéticope, l'adoption d'une politique de l'industrie des textiles et de l'habillement du Togo 2020-2030, la subvention des intrants coton qui a permis

de maintenir les prix des intrants au même titre que l'année précédente".

Il est à rappeler également que le secteur a bénéficié d'un appui financier de 6 milliards de FCFA de la part du gouvernement.

Face aux défis d'ordre structurelle, que sont entre autres, la non performance des substances de production, la faible capacité des groupements de producteurs de coton et l'accès limité des prolétaires au service agricole et financier, " il est primordial de rechercher les pistes de solutions innovantes pour relancer la filière cotonnière", a laissé entendre le représentant du ministre de l'agriculture.

" Pour cette campagne, nous avons fait la remobilisation et l'Etat nous a accompagné avec des appuis multiformes en subventionnant les produits et nous avons pu atteindre cette campagne à 100 000 hectares par rapport à l'année dernière qu'on avait semé que 67 000 hectares. Pour cette réussite, on a développé une certaine stratégie appelée le semi direct. C'est un système qui permet aux producteurs d'une part, à attendre une grosse pluie avant de labourer, traiter son champ avec des herbicides, faire le semi sur le palier... Ce système permet de conserver l'eau dans le sol, permet à la plante de se développer très rapidement en utilisant le peu d'eau qui est dans le sol. A part ça, il faut vraiment accompagner les cotonniers. Il n'y a pas eu de ravageurs cette année", a expliqué pour sa part, M. Ayeva Bassarou, directeur

du Centre de recherche agronomique savane humide (Crash-Kolocopé), chargé du programme coton.

La rédaction

Initiation à l'entrepreneuriat dans le Zio 1

400 jeunes formés, 5 ont reçu des financements pour leurs projets

400 jeunes hommes et femmes issus de la préfecture de Zio 1 ont bénéficié de quelques jours de formation sur l'entrepreneuriat, organisée par l'association Femmes vaillantes pour le développement (FVD).



Remise des chèques aux meilleurs projets entrepreneuriales

Le mercredi 13 septembre 2023, a eu lieu à la Maison des jeunes et des femmes de Tsévié, une cérémonie de clôture de la formation des 400 initiateurs de projets

d'entreprise, en présence de Kodzo Adedze, ministre de l'Urbanisme, parrain de l'évènement et natif du milieu. A cette cérémonie, étaient également présents, plusieurs autorités administratives, cadres de la préfecture de Zio 1 et bien entendu, les responsables de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA). La formation clôturée le mercredi 13 septembre est la première étape d'une grande Campagne d'initiation à la culture entrepreneuriale dans la préfecture de Zio. D'autres formations seront organisées dans les communes de Zio 2, Zio 3 et Zio 4 dans les

prochains jours.

Cette initiative de l'ONG FVD qui cadre avec les objectifs de promotion de l'entrepreneuriat du gouvernement, rejoint également la vision de la qui se veut jouer un véritable rôle « pour une employabilité pour tous au Togo et favoriser l'égalité du genre en particulier ».

« Véritable catalyseur de l'entrepreneuriat, PIA n'est pas resté en marge de ses missions et a décidé de soutenir l'association des Femmes Vaillantes pour le Développement pour leurs différentes sessions de

formation comme sponsor officiel de cette activité », expliquent les responsables de la Plateforme dans un dossier de presse.

L'association Femmes vaillantes pour le développement (FVD) a vu le jour à Tsévié (Zio Préfecture) en 2019. Elle travaille essentiellement dans les secteurs de l'éducation, du développement social et du développement local. Elle vise également le développement des jeunes en accordant une attention particulière à la promotion des femmes.

La rédaction

Aéroport de Lomé

Le trafic de passagers progressé de 25%

La direction générale du budget et des finances dans son « Rapport d'exécution du budget de l'Etat à fin juin, exercice 2023 », a noté une augmentation du trafic à l'Aéroport international Gnassingbé Eyadema (AIGE) au premier semestre 2023

Avec une progression estimée à 25,3% en glissement annuel, l'aïge, a connu une nouvelle hausse à la fin du premier semestre 2023. Entre janvier et juin 2023, le trafic total des passagers de l'AIGE s'est établi à 632.083 passagers contre 472.166 sur la même période de l'année dernière. En 2020, la pandémie du coronavirus et ses restrictions ont notablement affecté le trafic aéroportuaire

mondial notamment togolais. A cet effet, l'aéroportuaire de Lomé a enregistré une baisse de près de 49% de voyageurs, qui établissait le nombre de passagers à 460.000 contre 916 000 en 2019. C'est à partir de 2021, qu'on notera une reprise progressive du trafic aéroportuaire.

Sur les 6 premiers mois de 2023, le nombre de passagers enregistrés a été estimé à 279.522. Ce chiffre comparé à celui enregistré



Aéroport international Gnassingbé Eyadema (AIGE) du Lomé

cette année traduit une tendance haussière de près de 126%. Cette hausse est aussi due au dessert de nouvelles destinations comme l'île de São Tomé-et-Principe, via Libreville.

Ces ouvertures de lignes depuis octobre 2022, par la compagnie aérienne Asky renforce cette progression du trafic aéroportuaire à Lomé.

En ce qui concerne les

mouvements d'aéronefs et le fret, ils sont en hausse, respectivement de 10,1% et 1,2% sur la période sous revue, selon ledit rapport.

Avec pour objectif d'atteindre 1,5 million de passagers à l'horizon 2025, les autorités de l'Aïge veut faire de l'aéroport de Lomé un hub aérien dans la sous-région, ceci en lien avec l'ambition gouvernementale. L'aéroport de Lomé a amorcé depuis quelques mois un plan de mise en œuvre du plan d'actions de l'audit de certification afin de s'assurer de la conformité aux spécifications et exigences réglementaires.

Edy Alley (stagiaire)

Cetef et Saer

Signature d'un partenariat en faveur de la promotion des énergies propres

Le Centre togolais des expositions et foires (Cetef) et la Synergie des acteurs des énergies renouvelables (Saer), s'engagent en faveur des énergies propres. Les deux organisations ont conclu un partenariat dans ce sens, ce lundi 11 septembre à Lomé.

La promotion des énergies renouvelables au dépend des énergies fossiles est une tendance mondiale à laquelle adhèrent les deux organisations. La Synergie des acteurs des énergies renouvelables et le Centre togolais des expositions et foires (Cetef) veulent amener à une meilleure adoption par les populations des énergies propres.

D'une durée indéterminée, ce partenariat donne les moyens aux deux entités, de sensibiliser les

populations, et libéraliser l'accès de ces sources d'énergies dites propres ainsi que son utilisation. Cette entente permettra au Cetef d'abriter des « Journées nationales des énergies renouvelables », événement appelé à réunir annuellement, les acteurs des énergies renouvelables nationaux comme internationaux, autour d'activités d'expositions, de conférences, d'ateliers, et de démonstrations. Une première journée est déjà annoncée pour le mois de

acteurs du renouvelable sont une source d'espoir pour le pays, et il est tout à fait normal que nous les aidions à être plus visibles».

encourage la transition énergétique. Regroupant une trentaine d'entreprises implantées sur le territoire dans le secteur vert, elle



Signature d'un partenariat entre le Cetef et le SAER, ce lundi 11 septembre à Lomé

novembre. Pour le directeur du Cetef, Alexandre de Souza, « les

Avec un chiffre d'affaires de plus de 4,5 milliards FCFA en fin 2021, la Saer

est une association de droit togolais née le 02 avril 2021.

Edy Alley (stagiaire)

Stratégie économique

Le Togo crée les conditions pour l'émergence à l'horizon 2025

Élargir sa sphère des finances, renforcer sa coopération économique internationale et positionner son statut de télécommunications en Afrique, telle se définit la stratégie économique extérieure du Togo. Cela est matérialisé par deux ratifications et une loi adoptée par l'Assemblée nationale, les 29 et 30 juin 2023. Occasion pour le pays de renforcer sa notoriété et scruter sa santé économique.

Le gouvernement a entrepris la révision de la charte des Très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) qui a été adoptée le 23 novembre 2021. L'adoption de cette charte

organisme ayant pour objet de fournir aux entreprises industrielles, commerciales, artisanales, agricoles et de prestataires de services, une aide technique en termes de tenue de la comptabilité,

et de la comptabilité, mais aussi en matière de fiscalité et du droit social.

Les autres innovations majeures du texte concernent la prévision de mesures incitatives telles que le bénéfice de subventions aux CGA de forme associative, l'institution d'une marge de préférence au profit des adhérents dans les procédures de passation des marchés publics, la

Avec l'approbation du Parlement togolais le 29 juin dernier, le Togo a ratifié l'accord de coopération entre les États membres de l'Umoa et la France daté du 21 décembre 2019 en Côte d'Ivoire. Cet accord prévoit le retrait de tous les représentants français des organes de décision et de gestion de l'Umoa (Conseil d'administration de la Bceao, Commission bancaire et Comité de politique monétaire).

Par ailleurs, dans l'optique de faire de la monnaie ECO, le fondement du dynamisme de l'Union économique ainsi que de la prospérité des populations des pays concernés, les plus hautes autorités de la sous-région ouest-africaine ont souhaité conserver deux piliers clés de la stabilité monétaire de la zone. La loi a pour objet de solliciter l'autorisation de la représentation nationale pour ratifier le nouvel accord qui vient remplacer l'Accord de coopération conclu le 4 décembre 1973 entre les gouvernements des États membres de l'Umoa et le gouvernement de la République française.

Le nouvel accord de coopération comprend un préambule et dix (10) articles répartis en cinq (5) titres. Le titre premier (article premier) est relatif aux définitions. Le titre II (articles 2 et 3) est dédié aux principes relatifs au rôle du Garant. Le titre III (articles 4 à 7) concerne les relations entre le Garant et

de crise. Le dernier titre (article 9 et 10) est consacré aux dispositions finales.

Ce nouvel accord est un profond réaménagement de l'accord de coopération monétaire qui a prévalu depuis le 4 décembre 1973. Il s'agit d'une avancée majeure réalisée dans l'intégration économique et monétaire des huit pays membres de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa), en mettant en place les bases de leur adhésion à l'ECO, projet de monnaie unique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

En effet, la création de la monnaie unique de la Cedeao est un des objectifs fondamentaux de cette Communauté, depuis sa création le 28 mai 1975. Son objectif est triple: améliorer les échanges entre les différents pays membres, renforcer la stabilité et la résilience des économies, puis impulser une croissance forte, durable et inclusive au niveau de la région.

« Substantiellement, trois décisions ont été prises à savoir : le changement du nom de la monnaie Franc CFA en ECO, lorsque membres de l'Union intégreront la nouvelle zone ECO de la Cedeao ; l'arrêt de la centralisation des réserves de change au Trésor français, la fermeture du compte d'opérations et le transfert à la Bceao des



Franc FCFA

s'inscrit dans la dynamique d'accompagnement des sociétés du secteur informel vers le secteur formel à travers de nouvelles conditions plus alléchantes. Eu égard à l'importance qu'accorde le gouvernement à la réussite des réformes en général et celle de la réforme 4 (R4) de la Feuille de route 2025 en particulier, un décret portant création, attributions et organisation de l'agence de développement des Très petites, petites et moyennes entreprises a été adopté le 7 juillet 2022 dans le cadre de l'amélioration des mécanismes d'accompagnement et d'appui de ces entreprises qui représentent près de 80% du tissu économique national.

Centres de gestion agréés pour une discipline financière

Un Centre de gestion agréé (CGA) est un

de déclarations fiscales et sociales, d'élaboration des états financiers, de formation, d'information, de conseils et de coaching pour la prévention des difficultés économiques et financières de leurs adhérents.

L'adoption de ce projet de loi s'inscrit également dans la droite ligne des objectifs fixés dans la mise en oeuvre de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 dont un certain nombre d'actions a été initié pour appuyer les entreprises. Le nouveau texte de loi sur les CGA prend en compte les innovations de la directive de l'Umoa devant permettre aux CGA d'exercer également sous la forme de société de capitaux en plus de la forme d'association antérieurement prévue. De plus, ils pourront assister leurs adhérents ou clients, non seulement dans les domaines de la gestion

possibilité donnée aux personnes morales d'être adhérents ou clients sous certaines conditions et la création d'une structure au sein de l'administration des impôts chargée du suivi et



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

de l'encadrement des CGA.

La monnaie, un centre névralgique

l'Umoa. Le titre IV (article 8) prévoit les dispositions applicables au titre de la prévention et de la gestion

ressources disponibles dans le compte ; le retrait de tous les représentants français dans les

organes de décision et de gestion de l'Umoa (Conseil d'Administration de la Bceao, Commission bancaire et Comité de politique monétaire) »,

la partie septentrionale du pays, ce qui pourrait avoir un impact important sur l'activité économique dans son ensemble.

La présentation du

perspectives des finances publiques pour la période 2024-2026 reposent principalement sur les actions de la politique budgétaire

comparativement aux autres pays de la sous-région. L'analyse du DPBEP 2024-2026 indique un taux de croissance moyen de 6,9%.

étape significative pour le Togo, qui renforce ainsi son influence numérique sur la scène régionale et internationale. En ayant une voix forte au sein de l'UAT et de l'UIT, le Togo pourra contribuer activement aux décisions clés et aux politiques qui façonneront l'avenir des télécommunications dans le pays. Elle offrira également au Togo la possibilité de solliciter des postes au sein de l'UAT et de l'UIT, et de veiller au respect des règles relatives à la diffusion des émissions radiophoniques des autres pays sur le territoire togolais.

« L'Assemblée nationale remercie le gouvernement pour sa participation active au débat de ce jour et exprime toute son admiration au président de la République, son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, pour sa vision et ses actions tangibles au profit de l'amélioration du quotidien de chaque fille et chaque fils de notre pays », a déclaré Yawa Tsègan.

L'adhésion du Togo à l'Union africaine des télécommunications ouvre également la voie à une coopération accrue avec d'autres pays africains, permettant des échanges d'expertise et de bonnes pratiques pour promouvoir le développement durable du secteur des télécommunications sur le continent. Le pays se positionne désormais comme un acteur clé dans le domaine des télécommunications en Afrique, prêt à exploiter pleinement les avantages de la connectivité et de l'innovation technologique pour stimuler le développement économique et social.

Attipoe Edem Kodjo



Yawa Tsègan, présidente Assemblée nationale

a expliqué le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya, présent à la plénière en qualité de commissaire du gouvernement.

Ainsi, la réforme en profondeur de l'accord de coopération monétaire liant les Etats membres de la zone à la France vise à permettre aux économies de l'Union de se préparer à l'ECO.

Plan budgétaire 2024-2026 : augmentation des recettes budgétaires

Lors de sa sixième séance plénière de la première session ordinaire de l'année 2023 tenue le 30 juin 2023, l'Assemblée nationale a examiné le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) pour la période 2024-2026. Ce document a été élaboré dans un contexte mondial marqué par un ralentissement économique et les conséquences de la crise russo-ukrainienne, ainsi que la montée des attaques terroristes dans

DPBEP 2024-2026 s'est concentrée sur plusieurs points, notamment l'évolution de l'activité économique, la situation des finances publiques, les priorités et les choix stratégiques en matière budgétaire, la situation financière des organismes publics et l'analyse des risques budgétaires.

Sur le plan régional, l'Afrique subsaharienne a également connu un ralentissement économique, avec une croissance économique de 3,9% en 2022 contre 4,8% en 2021. Dans la Cedeao, le taux de croissance est passé de 4,4% en 2021 à 3,9% en 2022. Le Nigeria affiche une hausse de l'activité économique de 3,3% en 2022 contre 3,6% en 2021. Dans l'Uemoa, malgré le contexte de hausse des prix et des tensions géopolitiques internationales, la croissance économique de l'Union est estimée à 5,7% en 2022 contre 5,9% en 2021.

Les orientations et

et les hypothèses macroéconomiques. Les recettes budgétaires augmenteraient de 12,9% par rapport à 2022, passant de 1 187,2 milliards en 2023 à 1 223,9 milliards en 2024, 1 298 milliards en 2025 et 1 429,3 milliards en 2026, représentant en moyenne 19,8% du PIB sur la période.

Les dépenses budgétaires atteindraient 1497,1 milliards en 2024, 1496,6 milliards en 2025 et 1 639 milliards en 2026, représentant en moyenne 23,3% du PIB sur la période. Les charges de trésorerie, comprenant les amortissements de la dette intérieure et extérieure, représenteraient en moyenne 7,5% du PIB sur la période. Les ressources de trésorerie passeraient de 689,4 milliards à 714,3 milliards et 776,8 milliards pour les années 2024, 2025 et 2025, soit une hausse moyenne de 6,2% sur la période.

Selon Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances, l'économie togolaise se porte bien

Remaniement ministériel

Suite de la page 3

Prises de fonctions dans une atmosphère détendue au Togo... !

... apportera qui un plus à ce rôle de secrétaire général du gouvernement », a précisé l'ancien ministre et ancien secrétaire général du gouvernement. Le Dr Trimua a pour sa part, félicité son prédécesseur et l'ensemble de ses collaborateurs pour le travail accompli. Le nouveau secrétaire général du gouvernement tient à respecter le calendrier

d'exécution de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025. « Nous sommes à mi-chemin. Nous allons faire le point et évidemment accélérer le rythme, pour amplifier les résultats déjà obtenus conformément aux ambitions du chef de l'Etat », a-t-il fait observer.

Au niveau du ministère délégué en charge de l'Accès universel aux soins, Maméssilé

Assih a laissé sa place à Jean-Marie Koffi Ewonoulé Tessi. Le ministre entrant était jusque-là directeur général de GTA assurances Togo. Il connaît donc bien le domaine de l'assurance santé. Et le ministère dont il vient d'hériter est chargé de cet ambitieux projet du chef de l'Etat.

Le colonel Calixte Batossie Madjoulba a pris fonction le

lundi 11 septembre dernier à la tête du ministère de la Sécurité et de la Protection civile. Le colonel Madjoulba a salué son prédécesseur pour le travail abattu au cours de son passage à la tête du département. Il a également exprimé sa gratitude au président de la République pour la confiance et l'honneur faits à sa modeste personne, en le nommant à ce poste.

Il a dit compter sur la disponibilité et la collaboration du personnel pour relever ensemble les défis dans le cadre de la mission qui lui a été assignée. Le ministre Calixte Batossie Madjoulba a promis de s'inscrire dans la continuité des actions menées par le ministre sortant.

Edem Dadzie

Awards de la marque OAPI

Les lauréats de la 4^e édition seront connus à Lomé aujourd'hui

Du 13 au 15 septembre 2023, Lomé la capitale togolaise abrite la 4^e édition des Awards de l'Organisation africaine pour la propriété intellectuelle (OAPI). Les lauréats seront connus aujourd'hui. Les candidatures togolaises sont de taille, et le public a l'opportunité de participer à la fête.

Dans sa mission de promotion de la propriété intellectuelle, l'OAPI a mis en place les « Awards de la marque OAPI ». L'événement a pour objectif de célébrer les entreprises des Etats membres de l'OAPI qui utilisent le système de protection de la propriété industrielle et particulièrement la « Marque », pour distinguer leurs produits ou services de ceux des concurrents et partant, fidéliser la clientèle, gagner des parts de marchés et conquérir d'autres territoires.

Les Awards de la marque OAPI récompensent le dynamisme des entreprises des Etats membres et mettent en lumière celles qui par une

exploitation stratégique de la marque ont réussi à se singulariser, à se faire connaître et à créer



Denis Bohoussou (à gauche) et Laurent Tamégnon

une plus grande valeur ajoutée. La compétition est ouverte à toutes les entreprises établies dans les Etats membres de l'organisation.

L'édition 2023 des Awards de la marque OAPI est organisée sous le thème: « les marques,

outil de compétitivité sur le marché du libre échanges ». Les Awards visent à susciter la prise de conscience de l'intérêt de la marque comme outil de compétitivité commerciale et inciter à sa protection et à

son exploitation par les entreprises. « Les Awards de la marque OAPI se tiennent dans un contexte post Covid-19 où la circulation des biens et des personnes a repris son cours normal, permettant ainsi aux entreprises de se déployer pleinement

sur le marché. Dans ce contexte caractéristique de la vie économique, l'entreprise doit acquérir un avantage qui est lié à sa capacité de créer une position avantageuse sur le long terme et qui soit défendable », affirme Denis Bohoussou, directeur général de l'OAPI.

Voici les récompenses qui sont prévues : le grand prix Awards de la marque OAPI, le prix de la marque régionale, le prix de la Petite et moyenne entreprise (PME), et le prix du public. Le prix de la PME est une innovation de cette nouvelle édition, et sur proposition de Laurent Tamegnon, président du Conseil national du patronat (CNP) du Togo.

Cela s'explique par le fait que le tissu économique togolais est constitué à 80% de PME. Selon le président du CNP, l'on ne

pouvait pas organiser un événement d'une telle envergure et les ignorer. Le vote du public est spécifiquement ouvert aux Togolais. Il n'y a que des entreprises togolaises qui sont nominées pour ce prix. Les moyens technologiques seront utilisés pour faciliter le vote. Pour Laurent Tamégnon, « Cela n'est que justice », étant donné que le Togo abrite les Awards cette année. Le public togolais est appelé à ne pas se désintéresser de l'événement.

Au-delà des prix et récompenses, l'OAPI, comme par le passé, va assurer l'accompagnement technique des lauréats des Awards de la marque pour une meilleure utilisation de leurs actifs de propriété intellectuelle.

Edem Dadzie

SOS Village d'enfants de Lomé

L'ambassade de Chine offre encore des cadeaux aux enfants

Le mercredi 13 septembre 2023, l'ambassade de Chine au Togo a offert des cadeaux, des vivres et non vivres, aux enfants de SOS Village d'enfants de Lomé. L'activité qui est devenue une habitude pour cette représentation diplomatique depuis quelques années, a eu lieu en présence de l'ambassadeur de Chine au Togo, Chao Weidong.



Remise officielle des dons par Chao Weidong (au milieu)

Comme par le passé, la mission médicale chinoise est aussi venue pour faire des consultations bénévoles pour les enfants du village. « C'est un grand plaisir pour moi d'être ensemble avec vous, une fois encore, au Village d'enfants SOS de Lomé », a déclaré l'ambassadeur de Chine au Togo.

« Durant ces dernières années, l'ambassade

de Chine est toujours engagée pour accompagner le Village d'enfants SOS. Je me réjouis que le Village poursuive tous ses efforts pour l'épanouissement et le bien-être de ces enfants. A cette occasion, je tiens à exprimer mes appréciations à tous les responsables et personnel du Village. C'est grâce à vous que les enfants sont bien soignés, bien protégés et ont accès à

l'éducation et à une vie agréable », a poursuivi Chao Weidong.

« Prendre soin des enfants et des jeunes, c'est prendre soin de l'avenir du pays. Pour l'Afrique en particulier, la jeunesse représente un atout important et un moteur de développement. Nous serons toujours là pour vous accompagner et vous soutenir sur le chemin de la réussite », a indiqué l'ambassadeur.

Fidèles tous les deux au concept de développement centré sur le peuple, la Chine et le Togo partagent la même vision et travaillent de concert pour qu'aucun

que l'ambassade de Chine rejoint les efforts du gouvernement togolais dans la

durant les années. C'est donc dans la joie que nous accueillons ce jour monsieur l'ambassadeur



Photo de famille avec une partie des bénéficiaires

protection de l'enfance et l'épanouissement des jeunes.

« Comme une plante qui grandit, pousse des feuilles, des fleurs et ensuite des fruits, la

de Chine au Togo ainsi que la délégation qui l'accompagne. Soyez les bienvenus chez nous, vous êtes des amis », a déclaré Essossimna Ackla, directrice nationale de SOS Villages d'enfants au Togo.

« Au fil des années, nous avons appris à apprécier votre présence et l'importance de cette cérémonie, devenue une tradition de remise de dons. Merci de continuer à nous faire l'honneur de cette visite », a-t-il précisé. Mélanie M'Fayi, porte-parole des enfants, a exprimé les vifs remerciements des bénéficiaires.

E. Dadzie



Photo de famille avec les enfants et la mission médicale chinoise

enfant, aucun individu ne soit laissé de côté. C'est dans cette optique

relation de SOS Village d'enfants se bonifie avec l'ambassade de Chine

COMISSÃO DA CEDEAO

COMMISSION DE LA CEDEAO
Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation
ARAA



ECOWAS COMMISSION
Regional Agency for Agriculture and Food
RAAF

Avis à manifestations d'intérêt
Sélection d'un cabinet/firme d'étude

Projet :	Programme de résilience du système Alimentaire en Afrique de l'Ouest
Source de financement :	Association Internationale pour le Développement (Banque Mondiale)
N° Accord :	IDA-D923
Méthode de sélection :	Sélection de Cabinet
Référence de la sélection :	ARAA/FRSP/2023/AMISCI/037
Objet :	Sélection d'un cabinet pour la cartographie des acteurs, la mise en place d'une Task-Force et d'une plateforme multi acteurs pour le développement des chaînes de valeur avicoles en Afrique de l'Ouest et au Sahel.
Date de publication	15 september 2023
Date de limite :	16 octobre 2023- à 17H : 00 GMT

1. La Commission de la CEDEAO a reçu un financement de l'Association Internationale pour le Développement (Banque Mondiale) pour le financement des coûts du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP) et a l'intention d'utiliser une partie du financement pour le paiement des services consultants.
2. Les termes de référence (TdRs) sont accessibles sur le site web (<https://araa.org/vacancies>) de l'ARAA et à travers le lien suivant: <https://araacedeao.sharepoint.com/:f/s/Procurement/EicZ7sfNj3ZBkiOSFH4RN8cBJ7DYrO7GAsC4mhv5lRYmUg?e=RgQVBV>.
- 1- Les manifestations d'intérêts doivent être déposées au plus tard le **29 septembre 2023 - à 17h00 GMT à travers un téléchargement** à l'adresse Dropbox <https://www.dropbox.com/request/djxpgczBdRgUOMyLfJoQ>.
3. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires en écrivant aux adresses électroniques suivantes : procurement@araa.org cc : ctienon@araa.org, mnakorba@araa.org, lbarnabo@araa.org avec en objet « AMI038- Cartographie des acteurs-FSRP ».



Assemblée générale des Nations unies

Placer la santé pour tous au premier rang des priorités politiques

Dans le cadre de la 78^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) exhorte les dirigeants mondiaux à s'engager à progresser dans le domaine de la prévention, de la préparation et de la riposte face aux pandémies, à instaurer la santé pour tous, à mettre fin à la tuberculose et à redynamiser les Objectifs de développement durable (ODD).

L'OMS exhorte les dirigeants réunis à la 78^e session de l'Assemblée générale des Nations unies à New York à placer la santé pour tous au premier rang des priorités politiques et à mettre en pratique les enseignements tirés de la pandémie de la Covid-19. L'appel de l'OMS intervient à un moment où se multiplient les crises humanitaires et climatiques qui menacent la vie et les moyens de subsistance d'habitants du monde entier.

L'OMS lance cet appel à progresser plus vite dans la réalisation des cibles sanitaires juste avant le Sommet sur les objectifs de développement durable (Sommet sur les ODD) et un nombre sans précédent de réunions de haut niveau consacrées à la santé à l'Assemblée générale des Nations unies, et plus précisément aux efforts déployés pour renforcer la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies, instaurer la Couverture sanitaire universelle (CSU) et mettre fin à la tuberculose.

Ainsi, réunis pour prendre des engagements autour de ces trois grands enjeux sanitaires, les responsables gouvernementaux ont l'occasion de prouver que la santé est un investissement, et non un coût, et qu'elle est déterminante pour la prospérité et la résilience des familles, des sociétés et des économies.

« Si la Covid-19 nous a appris une chose, c'est que lorsque la santé est en danger, tout est en danger », a déclaré le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS. « La pandémie a provoqué de gigantesques bouleversements économiques, sociaux et politiques, et elle a stoppé la progression, voire entraîné un recul, par rapport aux cibles qui concernent la santé

dans les ODD. L'Assemblée générale des Nations unies offre l'occasion aux dirigeants mondiaux de montrer qu'ils ont retenu les leçons douloureuses de la pandémie et de prendre des mesures concrètes en faveur d'un monde plus sain, plus sûr et plus juste pour tous », a-t-il ajouté.

La mortalité infantile et maternelle a cessé de baisser (dans certaines régions, les taux ont même augmenté) et les progrès de la lutte contre les maladies infectieuses comme le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme ont ralenti. De nombreuses régions du monde constatent également un recul dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive et des droits connexes. L'accès aux traitements d'importance vitale est inégal à travers le monde et des millions de personnes ne peuvent obtenir ou n'ont pas les moyens de payer les soins dont elles ont besoin. Les maladies non transmissibles et les troubles mentaux, qui sont à l'origine de plus de 70% des décès à l'échelle mondiale, menacent le développement social et économique partout dans le monde. Pourtant, les nouvelles technologies et l'engagement renouvelé en faveur de l'équité et du partage, après la pandémie, sont des évolutions positives.

« Les problèmes de santé privent les individus, les familles, les communautés et des nations entières de la possibilité de se développer et de prospérer », a déclaré le Dr Tedros. « Le fait que des milliards de personnes n'aient pas accès matériellement ou financièrement aux services de santé essentiels les expose à la pauvreté, à des maladies que l'on peut facilement éviter et traiter comme la tuberculose, et aux conséquences des futures épidémies et pandémies. En cette soixante-quinzième

année d'existence de l'OMS, nous rappelons à l'ensemble du monde ce que ses fondateurs ont affirmé : que la santé n'est pas seulement un droit humain fondamental. C'est aussi le fondement de sociétés sûres, pacifiques et prospères », a-t-il poursuivi.

Le Dr Tedros dirigera la délégation de l'OMS à l'Assemblée générale des Nations unies et, avec les hauts dirigeants, participera à des réunions

la danseuse de renommée mondiale et militante pour le développement Sherrie Silver, Ricky Kej, trois fois lauréat d'un Grammy Award, le Global Scrub Choir, chorale formée par des agents de santé, l'ambassadrice de bonne volonté de l'OMS Cynthia Germanotta et l'ancien champion du monde de marathon Paul Tergat.

Réunions de haut niveau et Sommet sur les ODD

Lors du Sommet sur les ODD qui aura lieu les 18 et 19

discussions de groupe seront organisées pendant la réunion sur les moyens de garantir l'équité grâce à la gouvernance et à la responsabilisation, et sur la façon de renforcer les capacités et de mobiliser rapidement des financements et des investissements durables et innovants.

La réunion de haut niveau du 21 septembre 2023 sur la CSU rassemblera les pays et les parties prenantes en vue d'instaurer plus



Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus

de haut niveau ainsi qu'à plusieurs autres événements, notamment la sortie d'un nouveau rapport mondial de suivi de la CSU.

De la parole aux actes

La manifestation, "De la parole aux actes" qui sera organisée par l'OMS le 17 septembre 2023 à Central Park à New York donnera le coup d'envoi de la 78^e Assemblée générale des Nations unies. Visant à promouvoir la santé physique et mentale, elle marquera également le soixante-quinzième anniversaire de l'OMS. Commencant à 7 heures (heure d'été de New York), cette manifestation sera ouverte à tous ceux qui souhaitent parcourir une distance d'environ 6,5 km en courant, en marchant ou en fauteuil roulant.

Parmi les artistes et les intervenants figureront la légende du hip-hop Doug E. Fresh, Kim Sledge du groupe primé Sister Sledge,

septembre 2023, les chefs d'État et de gouvernement feront le point sur les progrès accomplis à mi-parcours avant l'échéance de 2030 et dans le contexte des nombreuses crises mondiales, y compris par rapport à l'ODD 3, qui consiste à permettre à tous de vivre en bonne santé et à promouvoir le bien-être de tous.

Le 20 septembre, la réunion de haut niveau sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies offrira une tribune aux États membres pour discuter des moyens de prévenir et de se préparer aux pandémies et à leurs conséquences sanitaires, sociales et économiques, en faisant appel à tous les secteurs étatiques.

Il en résultera une déclaration visant à mobiliser la volonté politique nécessaire au niveau national, régional et international. Deux

rapidement la santé pour tous. Les discussions consisteront notamment à faire le point sur la mise en œuvre de la Déclaration politique de 2019, à recenser les lacunes et à trouver des solutions pour instaurer la CSU d'ici 2030.

Le 22 septembre 2023, la réunion de haut niveau sur la lutte contre la tuberculose déterminera dans quelle mesure ont été réalisés les objectifs de lutte contre la tuberculose énoncés dans la Déclaration politique de 2018 issue de la première réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la tuberculose. Les parties prenantes recenseront les lacunes et proposeront des solutions pour progresser plus vite dans l'éradication de l'épidémie de tuberculose d'ici 2030 et garantir un accès équitable à la prévention, au dépistage, au traitement et aux soins.

Edem Dadzie

ORIGINAL

**SOMMATION DE PRENDRE COMMUNICATION
DU CAHIER DES CHARGES**

L'An Deux Mil Vingt et Trois

Et le lundi 11 Septembre à 11 heures 10 minutes

A la requête de la **Compagnie Financière Africaine (COFINA)**
Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital social de 500.000.000 Francs CFA sfd- Agrément NT/1/GFLM/2019/257 A, Arrêté N° 036/MF/SG/CAS-IMEC, ayant son siège au 21 Boulevard du 13 Janvier, Kodjoviakopé Lomé-Togo, Société de Droit Togolais immatriculée au RCCM sous le numéro : TG-LFW-01-2021-M-05906/NIF : 1001330343 Tel : + 228 92 68 60 60 / 98 68 60 60/ 22 23 68 60, agissant, poursuites et diligences de son Directeur Général, demeurant et domicilié audit siège ;

pour laquelle domicile est élu en l'Etude de **Maitre Foli Jean DOSSEY**, Avocat à la Cour, demeurant et domicilié à Lomé, 14 Rue des Sabliers, B.P. 472 - Tél: (00228) 22-20-60-01 - 23-36-62-01 Lomé-TOGO, qui est constitué et continuera d'occuper pour elle, sur la présente poursuite de saisie immobilière et ses suites et en application de l'article 269 de l'Acte Uniforme portant Organisation des Procédures Simplifiées de Recouvrement et des Voies d'Exécution;

J'ai

Monsieur Doris Améyo Kponyo, Huissier de Justice près la Cour d'Appel et le Tribunal de 1ère Instance de Lomé demeurant et domicilié en l'adresse susdite au quartier Djigba au face de l'Institut des Cents de Développement Sanitaire et Social (ICDS) S.P. 81322 Tél: 22 23 18 83 LOMÉ - TOGO Soussigné

Et déclaré à :

1-LA SOCIETE ZAFED GROUP, société par actions simplifiée (SAS) au capital d'un million FCFA, ayant son siège social à LOMÉ, Quartier Kangnikopé, 09 BP: 9246, Tel 90 04 43 29/ 90 32 86 85 et immatriculée au RCCM du Togo sous l'identification TG-LOM 2019 B 855, NIF 1001081918, prise en la personne de son représentant légal Présidente, **dame Hawa ADETCHESSI**, demeurant et domiciliée audit siège, où étant et parlant à : **Me l'ayant pas retrouvé à l'adresse indiquée, nous avons procédé à l'affichage à la porte principale de l'auditoire du Tribunal de Grande Instance de Lomé et à l'insertion dans la Presse Togo Matin conformément à l'article 18 du Code de Procédure Civile et de l'ordonnance N°1376/2023 du 16 mai 2023 signée par le Président du Tribunal de Grande Instance de Lomé**

2-Monsieur Baba Mahamadou KOLANI, Revendeur, demeurant à Lomé, quartier Togo 2000, Tel : 90 04 04 08., caution hypothécaire, de la **SOCIETE ZAFED GROUP SAS**, où étant et parlant à : **sa personne ainsi déclaré qui a reçu copie et visé l'original**

Que, le cahier des charges, dressé par **Maitre Foli Jean DOSSEY**, Avocat, pour parvenir à la vente sur saisie immobilière de l'immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 12 ha 01a17ca, limité au Nord, au Sud, et à l'Est par la Collectivité AZIAGBEDE, à l'Ouest par la route Lomé-Cinkasse de 70 mètres, situé à Tsevisé, Liliakopé Atsanvè, objet du titre foncier N° 58 813, Vol 389, F° 56, appartenant à **Monsieur Baba Mahamadou KOLANI**, constituant hypothécaire de la **SOCIETE ZAFED GROUP SAS**, débitrice de la COFINA-Togo SA.

Immeuble saisi par la requérante, par suite de la publication du commandement délivré au susnommé suivant exploit de **Maitre Doris Améyo Kponyo**, Huissier de Justice à Lomé, en date du **11 JUILLET 2023**, enregistré et publié au Bureau de la Conservation de la Propriété Foncière de Lomé, le **22 AOUT 2023** a été déposé au greffe du **TRIBUNAL D'INSTANCE A COMPETENCE CORRECTIONNELLE ET CIVILE DE TSEVIE**, le **08 SEPTEMBRE 2023**, par **Maitre Foli Jean DOSSEY**, Avocat à la cour ;

Et à même requête, demeure et élection de domicile ainsi que constitution d'Avocat que dessus, j'ai, huissier susdit et soussigné, étant et parlant comme il est dit, fait sommation aux susnommés :

-De prendre communication du cahier des charges audit greffe,

-D'y faire insérer ses dires et observations jusqu'au **cinquième jour précédant l'audience éventuelle, à peine de déchéance**, qui aura lieu par-devant le **TRIBUNAL D'INSTANCE A COMPETENCE CORRECTIONNELLE ET CIVILE DE TSEVIE**, le **JEUDI, 19 OCTOBRE 2023 à 09 heures** où seront jugées les contestations soulevées, s'il y a lieu, avec déclaration, que s'il n'y a eu ni dires ni

observations au cahier de charges la fixation de cette audience sera considérée comme non avenue ;

-Qu'à défaut de former et de faire mentionner à la suite du cahier des charges jusqu'au cinquième jour précédant l'audience éventuelle, la demande de résolution d'une vente antérieure ou la poursuite de folle enchère d'une réalisation forcée antérieure, ils seront déchus à l'égard de l'adjudicataire de leur droit d'exercer ces actions ;

-De comparaître **le JEUDI 23 NOVEMBRE 2023 à 15 HEURES**, en l'Etude de **Maitre Amaté Madjé ATAYI**, Notaire à Lomé, **9, Rue N° 7 ADK au rue de l'Islam, derrière la Grande Mosquée de Lomé, quartier Adobokomé**, pour l'adjudication de l'immeuble dont s'agit.

Leur déclarant que faute par eux de se présenter, il sera contre eux donné défaut de suite et procédé à l'adjudication tant en leur absence qu'en leur présence.

SOUS TOUTES RESERVES

Et afin qu'ils n'en ignorent, je leur ai, où étant et parlant comme dessus, remis et laissé copie du présent exploit dont le coût est de _____ F CFA



PRÊT SCOLAIRE

JUSQU'À 05 MOIS DU SALAIRE NET*
DU 1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2023



*Offre soumise à conditions

DISPONIBLE EN 24H
POUR UNE BELLE
RENTRÉE SCOLAIRE

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

